

Monsieur le Président,  
Mesdames, messieurs les ministres,  
Chers collègues,

Les longs débats des dernières semaines ont fait apparaître l'opinion selon laquelle «la Belgique n'a pas une crise de dépenses mais une crise de recettes » dans un pays parmi les plus taxés au monde, avec une pression fiscale d'environ 43% du PIB c'est assez hallucinant.

Le véritable problème de notre pays, c'est la dérive de la dépense publique, qui représente près de 55% de notre PIB. Au fil des années plus l'État s'est mêlé de tout, moins il a bien fait ce qui relève de ses missions essentielles, avec une lasagne institutionnelle ingérable, des politiques publiques saupoudrées, des moyens dilués et des services fondamentaux qui manquent d'efficacité malgré le dévouement de ses agents et fonctionnaires.

Dans le même temps, la dette s'accroît. Le taux d'endettement dépasse les 110% en 2026, avec des charges d'intérêts qui explosent à plus de 12 milliards d'euros.

Des réformes structurelles sont une nécessité : il nous faut remettre la Belgique sur ses pieds, par la discipline budgétaire, l'encouragement au travail et la création de richesse, non par la fuite en avant fiscale. Réduire notre taux de dépenses, ce n'est pas une "austérité antisociale". Ce qui est antisocial, c'est de laisser filer la dette, de ne pas maîtriser les dépenses dans tous les domaines et d'hypothéquer le futur de ceux qui travaillent aujourd'hui et de leurs enfants demain. Un État plus concentré sur ses missions fondamentales, c'est un État plus fort, plus crédible, plus respecté par ses citoyens. La Belgique n'est pas en austérité. La Belgique est en dérive budgétaire.

Le vrai danger pour l'État social, ce ne sont pas les réformes. C'est la facture des intérêts de la dette qui s'élèvent à 12 milliards d'euros en 2026 alors qu'elle était de 8,47 milliards d'euros il y a encore 3 ans. C'est une part significative du budget qu'on ne peut pas affecter à d'autres priorités (santé, pensions, rémunérations nettes) car elle revient automatiquement à des créanciers. La question n'est pas abstraite. Si rien ne change, ce poste va encore presque doubler d'ici 2030.

Seule une politique responsable de maîtrise des dépenses et de croissance de l'emploi permet de réduire cette charge qui nous plombe. Augmenter le taux d'emploi rapporte beaucoup plus qu'une nouvelle taxe ponctuelle. Augmenter la croissance améliore les recettes. C'est ce qu'ont montré des pays comme l'Irlande ou les Pays-Bas : une base plus large, et non des taux toujours plus hauts.

Nous avons déjà réduit le train de vie de l'Etat, y compris celui des politiques. Car il faut tenir compte des réalités : Les dépenses publiques de pensions tous régimes confondus, atteignent un peu plus de 66–68 milliards d'euros en 2024, pour environ 2,6 millions de pensionnés, une hausse de près de 38% en 5 ans. C'est un peu plus de 10% du PIB aujourd'hui. C'est un fait. Il s'agit d'un des plus gros postes des dépenses sociales, avec les soins de santé, et cela explique une part importante de l'augmentation récente des dépenses de sécurité sociale, et la progression future est certaine. La réforme des pensions vise donc à garantir la pérennité du système dans un contexte de vieillissement accéléré de la population, tout en rétablissant davantage d'équité entre les différents régimes.

Nous avons déjà longuement discuté des thèmes des malades de longue durée et de la réforme du chômage, je ne vais pas y revenir.

Nous devons poursuivre le contrôle rigoureux des dépenses, évaluer l'efficacité des politiques, supprimer les gaspillages, concentrer les moyens là où ils sont utiles.

Il faut produire, innover, être compétitif. Il faut renforcer la crédibilité de la fiscalité, lutter mieux contre la fraude, sécuriser les recettes là où c'est justifié. Dans cette logique, le renforcement des services d'enquête fiscale, les moyens supplémentaires à l'Inspection spéciale des impôts, et une meilleure coopération avec la justice vont dans le bon sens. Dans ce cadre, nous saluons la création d'un parquet financier pour mieux lutter contre la fraude fiscale et sociale, avec 7,2 millions d'euros dédiés.

Sur le plan économique, le choix est clair : améliorer notre compétitivité et encourager l'innovation.

Le plan interfédéral MAKE2025-2030, établi en concertation avec les acteurs de terrain, place l'industrie au centre de notre stratégie de

croissance, avec l'ambition de replacer la Belgique parmi les pays qui produisent, innovent et exportent.

La simplification administrative est un autre levier majeur : plan fédéral de simplification, réduction de la paperasserie pour que les entrepreneurs consacrent leur temps à leur activité plutôt qu'aux formulaires. À l'échelle européenne, nous soutenons la simplification réglementaire "Omnibus" et le report de certaines obligations de rapportage extra-financier pour les entreprises. Le Plan PME 2025 présenté par la ministre Simonet contient 89 mesures concrètes pour soutenir les PME.

Nous accordons aussi une attention particulière à la chaîne agroalimentaire, au travail de l'Observatoire des prix sur les marges.

En parallèle, la réforme fiscale fédérale agit sur les coûts salariaux et sur le revenu net, en particulier pour les bas et moyens salaires, réduisant la charge sur le travail et encourageant l'entrepreneuriat. Des efforts restent à faire, mais ils ont commencé.

En santé, le gouvernement investit 1,566 milliard d'euros supplémentaires dans les soins de santé, mais chaque euro doit être utile au patient.

Notre conception de la solidarité est claire : protéger ceux qui en ont le plus besoin, éviter les doubles mécanismes qui se chevauchent et diluent l'efficacité.

Nous sommes d'accord pour lutter contre la surconsommation de médicaments et le gaspillage, mais nous refusons de figer des pourcentages d'effort sans tenir compte de l'impact positif de l'innovation, qui peut réduire des hospitalisations et des interventions lourdes. Là où certains caricaturent toute maîtrise des dépenses comme une "casse sociale", nous défendons un système de santé solide, efficace, soutenable, centré sur le patient et sur les soignants.

Par ailleurs, la première mission de l'État, c'est de protéger les citoyens, les biens, le territoire. Sur ce terrain, nous assumons une politique de droite, -ferme avec la criminalité, -organisée contre le terrorisme et -respectueuse de ceux qui mettent leur vie en jeu pour notre sécurité.

Le budget consacre 150 millions d'euros à la police fédérale et locale, et 30 millions supplémentaires à la direction des unités spéciales. Ces moyens renforcent nos capacités opérationnelles et traduisent une priorité claire.

L'égalité des chances est aussi une de nos préoccupations, et le gouvernement met en œuvre un plan d'action interfédéral ambitieux contre le racisme, la discrimination, la xénophobie, l'islamophobie et l'antisémitisme. Nous rappelons à cet égard la nécessité de désignation d'un coordinateur interfédéral.

Le gouvernement investit aussi dans la lutte contre les violences sexuelles, avec de nouveaux centres de prise en charge et des efforts sont faits pour lutter contre le sous signalement des discriminations, simplifier les systèmes de plainte et renforcer la protection des victimes.

Sur le marché du travail, des actions ciblées visent à réduire les écarts salariaux, renforcer l'indépendance économique des femmes, et améliorer leur présence dans les organes de décision, notamment via la transposition de la directive européenne imposant un quota de 33% de femmes dans les CA.

En matière institutionnelle, des projets de loi importants arrivent : suppression de l'effet dévolutif de la case de tête, simplification du vote des Belges à l'étranger, extension de leur droit de vote aux parlements de Communauté et de Région. Ces réformes vont dans le sens d'une démocratie plus moderne, plus lisible et plus proche des citoyens.

Là encore, notre marqueur est clair : plus de responsabilité individuelle, plus de liberté, mais aussi plus de clarté dans les règles du jeu démocratique. Nous refusons de confondre égalité des chances et égalité de résultats forcée. Nous voulons offrir à chacun un cadre pour avancer, pas distribuer des illusions.

Chers collègues,

Notre pays se trouve à un moment de vérité. Nous pouvons continuer comme avant : distribuer ce que nous n'avons pas, nier les réalités budgétaires, taxer davantage ceux qui travaillent, et repousser toujours à plus tard les réformes structurelles car elles ne sont pas populaires. Ou

nous pouvons choisir une autre voie : celle de la responsabilité, du travail, de la création de richesse pour préserver notre modèle social.

Ce budget s'inscrit dans cette deuxième voie. Il ne prétend pas tout régler en un an, ce serait mentir aux gens, mais il fixe un cap :

- Un État recentré sur ses missions essentielles, plus fort en sécurité, en justice, en défense.
- Des finances publiques assainies par la maîtrise des dépenses et non par l'obsession fiscale.
- Un marché du travail plus dynamique, où l'on travaille davantage, où l'on gagne davantage.
- Des pensions pérennisées par un effort équitable entre générations.
- Une économie plus compétitive, une industrie et des PME soutenues, un climat propice à l'investissement.

Ce parcours ne sera pas parfait, il sera parfois rugueux. Mais ce qui compte, c'est qu'il nous permette d'atteindre l'objectif : une Belgique solide, prospère, capable de financer la sécurité sociale, la santé, les pensions, non pas sur du sable, mais sur le travail et la création de valeur.

Au final, la question est simple : voulons-nous un pays où l'on peut choisir durablement de ne pas travailler tout en demandant toujours plus à ceux qui travaillent ou voulons-nous un pays qui récompense l'effort, la responsabilité, l'initiative, et qui protège vraiment ceux qui en ont besoin ?

Notre groupe a choisi. Nous choisissons le courage plutôt que le confort des slogans, la vérité plutôt que les illusions, le travail plutôt que la facilité. C'est en ce sens que nous soutiendrons ce budget, et c'est dans ce sens que nous continuerons à nous battre, jour après jour, pour la prospérité de la maison Belgique et pour la confiance de ceux qui y vivent.